

BAKOUNINE

ET L'INTERNATIONALE A LYON

- 1868 - 1870 -

Première partie:

C'est en septembre 1868 à Berne, au deuxième Congrès de la *Ligue de la paix*, que je vis pour la première fois Bakounine. Le Congrès comptait une forte minorité socialiste: cinq Français, Élisée Reclus, Victor Jaclard, Aristide Rey, un ouvrier parisien nommé Bedouch, et moi; le révolutionnaire russe Joukovsky, le positiviste Wyruboff, le député italien Fanelli, ancien colonel de Garibaldi, et ses compatriotes Tucci et Gambuzzi. Bakounine nous organisa en un groupe.

Il ne parlait pas encore d'«*anarchie*»; mais il proclamait hautement la nécessité d'une propagande collectiviste, et la vanité des réformes libérales et des révolutions politiques que poursuivait la *Ligue de la paix*. Il rompit alors ouvertement avec des républicains éprouvés et respectés tels que Chaudey, Barni, Vogt, Lemonnier, Ribolli, Amand Goegg. Il fit adopter par notre minorité une déclaration nettement collectiviste, par laquelle nous nous séparions de la *Ligue de la paix*, et nous adhérions aux résolutions votées la semaine précédente à Bruxelles par le *Congrès de l'Internationale*.

Quelque temps après, Bakounine se fit inscrire à l'Internationale de Genève. Il y fut bien accueilli, mais n'y eut jamais une influence prépondérante. Sa propagande fut mieux écoutée dans le Jura bernois, où un jeune professeur suisse, James Guillaume, agissait en faveur de ses idées: le Locle, la Chaux-de-Fonds, Sonvillier marchèrent bientôt avec lui. Mais la Suisse ne suffisait pas à «*l'ouvrier en révolution*»; il lui fallait un théâtre plus vaste. L'Internationale de Lyon, avec laquelle il se mit en relations vers la fin de 1868, lui fournit le champ d'action qu'il rêvait.

Elle avait été organisée en 1875 par un ouvrier nommé Perrachon, ami de Tolain, de Fribourg et de Limousin. Au premier moment, bon nombre de républicains lyonnais, assez peu socialistes pour la plupart, y avaient adhéré, et avaient ainsi formé une section relativement puissante. D'autres républicains lyonnais, qui se réunissaient chez l'avocat Ferrouillat, depuis député, ne cessèrent de représenter à ceux de leurs coreligionnaires qui s'étaient affiliés à l'*Internationale*, que cette nouvelle forme d'agitation ne pouvait que distraire le peuple de l'action essentielle à leurs yeux, qui devait tendre uniquement au renversement de l'Empire; que d'ailleurs cette organisation en groupes avait le grave défaut de signaler d'avance à Bonaparte, pour un coup de filet éventuel, les hommes dangereux. Les premiers internationaux lyonnais se laissèrent bien vite convaincre, et, au mois de décembre 1866, dans une réunion privée tenue à la Croix-Rousse, ils convinrent qu'il fallait se tenir à l'écart de l'*Internationale*.

Cette résolution, naturellement, ne fut point du goût de tout le monde, et, l'année suivante, l'*Internationale* lyonnaise fut relevée et réorganisée par mes amis et moi. Cette fois, elle était bien résolument sociale et les visées politiques étaient reléguées à l'arrière-plan; mais de nouvelles divisions se produisirent bientôt. Les internationaux lyonnais consommèrent la plus grande partie de leur énergie en accusations et en calomnies sans cesse renouvelées. Tout était à refaire à la fin de 1868, lors du passage à Lyon de Benoît Malon, qui venait de Genève.

Malon était alors des nôtres, ainsi que beaucoup d'autres, sans être nullement anarchiste. Les doctrines respectives des divers agitateurs n'avaient pas été encore énoncées avec une précision qui permit à chacun de choisir son drapeau. Il existait alors entre un certain nombre de révolutionnaires de tous pays, fort peu d'accord sur le fond, une union secrète appelée: «*la Fraternité internationale*». Bakounine l'avait fondée jadis à Londres avec un petit groupe d'intimes; elle comptait parmi ses membres Garrido, Tallandier; plus tard Élisée Reclus, Malon, Aristide Rey, y étaient entrés avec les meilleurs auxiliaires russes, suisses et italiens de Bakounine. Cette «*Fraternité*», dont les pactes étroits et les allures solennelles semblaient promettre le plus bel avenir de solidarité et d'action révolutionnaire, ne tarda pas à se désagréger. Presque aussitôt après son retour de Genève et de Lyon, Malon s'éloigna de Bakounine. Il y eut même des froissements singuliers entre Élisée Reclus et Bakounine, qui reprochait au futur géographe de l'avoir traité de «*cosaque enivré de champagne*». La fameuse «*Fraternité*», qui devait être éternelle, fut complètement oubliée et, parmi ceux de ces «*frères*» qui existent encore aujourd'hui, il en est qui affectent d'avoir à peine connu leurs compagnons d'alors.

Après l'échec définitif de la «*Fraternité*», au début de 1869, Bakounine, impatient d'agir, et d'agir enfin ouvertement dans le sens de la révolution sociale par l'anarchie, fonda l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste*. Il s'agissait, non plus, comme le voulaient Blanqui et Karl Marx, de mettre la main sur les pouvoirs publics, mais de travailler à la destruction des États, de leurs administrations, de leurs institutions politiques et juridiques, en vue de faire place rase à l'ordre social nouveau. Le but immédiat de l'*Alliance* était d'introduire en tous pays l'idée nouvelle et surtout d'organiser des groupes d'hommes énergiques et intelligents, qui, le moment venu, seraient les leviers de la révolution internationale. Le comité dirigeant de la nouvelle association comprenait Bakounine, James Guillaume, Joukovsky, Mrockovsky, Lenkiewicz, Fanelli, Fritz Heng et moi. Élisée Reclus n'en était pas. Benoit Malon en était exclu: Bakounine, avec sa brutalité impérative et intolérante, le jetait par-dessus bord, comme «*traître sans le vouloir et sans le savoir, par faiblesse et par vanité*».

Le programme de l'*Alliance* a été publié plusieurs fois, et est connu. Il différait trop peu du programme commun de l'*Internationale* pour que cette nuance fut comprise, même des affiliés. Aussi ne se forma-t-il que de rares noyaux d'adhérents, dans les sections lyonnaises de l'*Internationale*, et à Marseille, autour d'André Bastelica. Bakounine ne se souciait pas d'exposer au grand jour les moyens pratiques d'action auxquels, suivant lui, il fallait avoir recours. Il s'en tenait volontiers, dans les programmes destinés au public, aux généralités théoriques les plus vagues. Ce n'est que dans les réunions tout intimes du comité fondateur, des fidèles éprouvés, dans ce que Bakounine appelait le *Sanctum sanctorum* (*), qu'il était question de choses plus graves et plus immédiatement menaçantes pour l'ordre public.

Bakounine visait alors à détruire chez ses adeptes les vestiges de moralité et de sentimentalité bourgeoise dont leur conscience était encore embarrassée, et il déclarait volontiers, comme d'autres avant lui, que la grandeur du but à atteindre justifiait tous les moyens. Il disait, en souriant d'un gros sourire gouailleur qui jetait comme une flamme sur sa face large, embroussaillée d'une barbe grise, inculte et rare: «*Il faut déchaîner les mauvaises passions*». C'est-à-dire que, pour lui, il n'y avait pas de mauvaises passions, et que tous les instincts, tous les appétits étaient également légitimes. Ce qui ne l'était pas, c'était que les uns se servissent de leurs facultés supérieures pour satisfaire leurs propres besoins et empêcher les autres d'en faire autant.

Il avait, comme Jean-Jacques Rousseau, une tendance à justifier la nature et à accuser la société. Il ne voyait que le dessus des choses, des êtres mauvais qui en oppriment d'autres, à l'aide d'une organisation sociale faite pour eux seulement et qu'il qualifiait d'«*artificielle*», c'est-à-dire opposée aux lois de la nature. Comment les lois de la nature avaient-elles permis originairement aux hommes primitifs d'entrer dans le cycle de la fatalité historique où naissent toutes les iniquités et toutes les douleurs sociales, il ne s'en préoccupait pas. Il se bornait à s'indigner, et de cette indignation sortit la propagande par le fait.

Il est hors de doute que Bakounine approuvait et recommandait la révolte individuelle contre les bourgeois, jusqu'à les dépouiller et les tuer s'il le fallait, à condition que ces exécutions d'un genre spécial fussent faites au profit de la cause. Il s'irritait contre l'italien Fanelli et contre d'autres de ses amis à qui ces procédés répugnaient, et les traitait, avec une pitié où se mêlait pourtant un fonds de sympathie, de «*natures chevaleresques*».

L'année 1869 vit croître l'agitation socialiste avec des directions assez divergentes. A Paris, l'*Internationale*, acceptée comme une alliée par les radicaux ennemis de l'Empire, et préparant, sans le vouloir, les voies à une république modérée et ennemie du socialisme, se laissait entraîner par Rochefort, Flourens et

les autres dans la lutte politique dont Malon était le partisan et à laquelle Varlin se ralliait volontiers. Elle perdait ainsi sa principale raison d'être, qui était d'organiser le peuple pour qu'il pût se développer et affirmer ses aspirations économiques et sociales, en dehors de toute influence des partis politiques, monarchiques ou républicains, qui visent uniquement à absorber à leur profit particulier les forces sociales et intellectuelles du pays. Au contraire, à Lyon et à Marseille se formaient de vastes fédérations ouvrières qui ne subissaient plus en aucune façon l'influence des notoriétés républicaines, quelque radicales qu'elles fussent. A Lyon, plus de vingt sociétés ouvrières s'étaient ralliées au noyau central de l'*Internationale*, qui désormais devenait une puissance dont les républicains devaient à regret supporter le développement inattendu. La situation était à peu près la même à Marseille, avec un peu moins de tiraillements toutefois entre républicains et socialistes.

Autour de ces deux villes se formaient d'autres centres moins importants, mais qui témoignaient de l'intensité de la propagande. Par exemple, l'un des anarchistes stéphanois qui, beaucoup plus tard, attirèrent l'attention, était membre de la section de Saint-Étienne. A Rouen, sous l'active impulsion d'Émile Aubry, l'*Internationale* avait également acquis une certaine importance, mais l'*Alliance* et Bakounine y étaient à peu près inconnus.

C'était donc à Lyon surtout, puis à Marseille, et dans les régions qui avoisinent ces deux villes, que Bakounine commençait à avoir de l'influence. Au quatrième Congrès de l'*Internationale*, tenu à Bâle en septembre 1869, il y eut, par les soins de l'*Alliance*, accord complet entre Bakounine, délégué de Lyon, et les autres délégués lyonnais, marseillais, parisiens, jurassiens, italiens et espagnols. Les Belges, parmi lesquels figuraient De Paepe, Brismée, Hins, s'étant joints à ce groupe, le vote sur la propriété collective ne fut point selon la conception marxiste défendue par Liebknecht, Bitinghausen et autres Allemands, mais selon les vues anti-étatistes de l'*Alliance*. Quant aux proudhoniens, représentés à ce Congrès par Tolain, Chemalé, Langlois et d'autres Parisiens, ils n'étaient plus désormais qu'une infime minorité, sans influence dans l'*Internationale*.

A partir du Congrès de Bâle, les événements se précipitèrent. L'*Internationale* fit partout, et particulièrement dans le sud-est de la France, des progrès considérables. Et dans toute cette région, les hommes de l'*Alliance* étaient réellement à la tête du mouvement, comme en Espagne et en Italie. Mais comme l'*Alliance* ne proclamait pas encore l'anarchie dans toute sa rigueur et avec toutes ses conséquences; comme les masses, surtout en France, se montraient rétives à une propagande aussi contraire aux vieilles traditions jacobines ou parlementaires de la démocratie française; comme les chefs français de l'*Alliance* n'étaient pas eux-mêmes très imbus de la doctrine ou mieux de l'esprit de Bakounine, l'entente, malgré tous les efforts, ne fut jamais complète.

En novembre 1869, James Guillaume vint à Lyon avec un certain Sentiñon, personnage mystérieux d'origine allemande, qui se disait Espagnol, dont on ne sut jamais le véritable nom, et qu'on avait accueilli parce que Bakounine, à qui il avait raconté sous le sceau du secret l'énigme de sa vie, avait répondu de lui, - Bastelica, venu exprès de Marseille, se trouva aussi au rendez-vous, ainsi que d'autres révolutionnaires. Ces entrevues furent certainement fructueuses. Mais on aurait eu besoin de les multiplier, ce qui était difficile. Ce Sentiñon poursuivit son voyage jusqu'en Espagne, y resta quelque temps, puis revint à Lyon où il assista à quelques réunions, et retourna en Suisse. Plusieurs fois encore, ce furent des émissaires très sûrs, russes ou suisses, et, parmi les premiers, quelques femmes dévouées, déjà condamnées ou surveillées en Russie comme nihilistes, qui vinrent apporter à Lyon la pensée des frères étrangers, et arrêter soit des moyens d'action, soit des systèmes de correspondance.

Quelques-uns des nôtres allèrent aussi à Genève. Je m'y rendis moi-même plusieurs fois en 1869, et j'y restai chaque fois quelques jours chez Bakounine. Une fois, j'y trouvai le proscrit russe Netchaïeff, à qui Bakounine donnait aussi l'hospitalité.

En dépit de toutes ces allées et venues et de copieuses discussions, malgré tant de travail déjà accompli en commun, il s'en fallait de beaucoup qu'on fut complètement d'accord. Bakounine aurait voulu que toutes les individualités disparussent, fondues dans une organisation collective anonyme. Au fond, il n'était pas plus matérialiste que spiritualiste, et il avait un sentiment du devoir, dont l'analyse psychologique serait fort curieuse, mais non pas facile. On devait se sacrifier entièrement pour l'idée, sans aucunes visées personnelles. L'intérêt, reconnu par Karl Marx, d'accord sur ce point avec les physiocrates, comme le seul mobile possible de l'homme, ne devait point exister parmi les révolutionnaires bakouniniens. Ils devaient être, comme les nihilistes, des chrétiens des premiers siècles, moins la foi en Dieu et l'espérance du paradis, mais des chrétiens non résignés allant jusqu'à l'emploi de la force.

Les Italiens et les Espagnols s'élevaient assez facilement à la conception de ce genre d'héroïsme sans éclat et sans compensation; mais les Français ne pouvaient s'y habituer, et Bakounine nous reprochait toujours de viser à l'effet, de vouloir jouer un rôle, d'aspirer à nous faire admirer.

Deuxième partie:

Avant d'aller plus loin, je placerai ici quelques extraits de lettres de Bakounine, qui, mieux que toutes les explications possibles, permettront au lecteur de se faire une idée de l'état d'esprit des premiers propagateurs de l'anarchie.

Voici ce qu'il m'écrivait le 7 février 1870, en parlant des nihilistes russes qu'il nous donnait comme exemple:

«Ah! mon cher, comme ces garçons travaillent, quelle organisation disciplinée, et sérieuse et quelle puissance d'action collective où toutes les individualités sont effacées, renoncent même à leur moi, à toute réputation, à toute gloriole et à toute gloire, prenant seulement pour elles les risques, les dégoûts, les privations les plus dures, mais ayant avec cela la conscience d'être une force et de faire peur!

Tu n'as pas oublié mon jeune sauvage (Netchaïeff). Eh bien, il est de retour, il a fait des exploits tels, que chez vous on ne voudrait pas y croire. Il a souffert horriblement: pris, battu, à demi mort, puis délivré et recommençant de plus belle. Et ils sont tous comme cela. L'individu a disparu, et à la place des individus la légion invisible, inconnue et partout présente, partout agissant, mourant, et renaissant chaque jour: on en arrête par dizaines, ils renaissent par centaines. Les individus périssent, mais la légion est immortelle et chaque jour plus puissante, parce qu'elle a poussé de profondes racines dans le monde des mains noires et tire de ce monde une masse de recrues.

Voilà l'organisation que j'ai rêvée, que je rêve encore et que je veux pour vous. Malheureusement, vous en êtes encore à l'héroïsme individuel, à l'action des forces individuelles, aux effets dramatiques et aux institutions historiques. C'est pourquoi la puissance vous échappe, et, de l'action, il ne vous reste que le bruit.

Ne m'écris-tu pas que je puis devenir si je veux le Garibaldi du socialisme? Je me soucie fort peu de devenir un Garibaldi et de jouer un rôle grotesque. Mon cher, je mourrai et les vers me mangeront, mais je veux que notre idée triomphe. Je veux que les masses humaines soient réellement émancipées de toutes les autorités et de tous les héros présents et à venir. Je veux, pour le triomphe de notre idée, non l'exposition plus ou moins dramatique de ma propre personne, non une puissance, mais notre puissance, la puissance de notre collectivité, de notre organisation collective, en faveur de laquelle je suis tout prêt, le premier, à abdiquer mon nom et ma personnalité. Mon cher, le temps des individualités historiques et brillantes est passé, et c'est tant mieux. C'est le vrai gage du triomphe de la démocratie. Vois avec quelle rapidité les individualités sont absorbées, dévorées par ce géant à plusieurs millions de têtes qui s'appelle le peuple. Et encore une fois, tant mieux!

Étudie bien le caractère de notre époque. Il y a opposition caractéristique de la masse contre toute autorité et contre tout individu qui voudrait s'imposer. La machine à voter est lasse de tous les programmes, et, quand elle n'aura plus de patience, il n'y aura plus ni d'ordre, ni d'intérêt publics. Et qu'est-ce qui doit prendre sa place, pour que l'anarchie révolutionnaire n'aboutisse pas à la réaction? L'action collective d'une organisation invisible répandue sur tout le pays. Si nous ne formons pas cette organisation, nous ne sortirons jamais de l'impuissance.

Toi qui aimes à penser, n'as-tu jamais réfléchi à la cause principale de la puissance et de la vitalité de l'ordre des jésuites? Veux-tu que je te nomme cette cause? Eh bien, c'est l'effacement absolu des individus, des volontés, dans l'organisation et dans l'action collectives.

Et je te le demande, pour des hommes réellement forts, passionnés et sérieux, est-ce déjà un si grand sacrifice? C'est le sacrifice de l'apparence à la réalité, de la vaine gloriole à une puissance réelle, de la parole à l'action. C'est ce sacrifice que je demande à tous nos amis et dont je suis toujours prêt à donner le premier exemple. Je ne veux pas être Moi, je veux être Nous. Ceci, je le répéterai mille fois, et c'est à cette seule condition que nous triompherons, que notre idée triomphera. Eh bien, ce triomphe, c'est mon unique passion».

Dans une autre lettre, datée de Genève, 1^{er} avril 1870, il me disait, à propos de la division des sections suisses en deux camps, qui allaient se trouver aux prises au prochain Congrès national de la Chaux-de-Fonds:

«Outre son importance locale, la bataille qui va se livrer à la Chaux-de-Fonds aura un immense intérêt

universel. Elle sera l'avant-coureur et le précurseur de celle que nous devons livrer au prochain Congrès général de l'Internationale.

Voulons-nous la grande politique du socialisme universel ou la petite politique des bourgeois radicaux, revue et corrigée au point de vue des ouvriers bourgeois?

Voulons-nous l'abolition des patries bourgeoises et des États politiques et l'avènement de l'état universel, socialiste et unique?

Voulons-nous l'émancipation complète des travailleurs ou seulement l'amélioration de leur sort? Voulons-nous créer un monde nouveau ou replâtrer le vieux?

Telles sont les questions que nous devons étudier et préparer pour le prochain Congrès. Vous, section lyonnaise, proposez-les à Londres. De notre côté seront les Espagnols, les Belges, les Italiens, les sections des montagnes de la Suisse et, j'espère, la majorité des Français. Et nous aurons contre nous, non les instincts ouvriers, mais les coalitions et les sociétés des chefs du parti de la démocratie socialiste et, sous l'influence de ces mêmes chefs allemands, en grande partie juifs, c'est-à-dire exploiters et bourgeois (), y compris l'école de Marx, nous aurons aussi contre nous les délégués anglais et américains. Serrons donc nos rangs et préparons-nous au combat. Car il y va du triomphe de l'Internationale et de la Révolution».*

Ensuite, il ajoute:

*«M. Liebknecht continue d'en agir perfidement avec moi et en général avec tous les révolutionnaires russes. Il a réimprimé, il est vrai, mon "Appel aux jeunes Russes" et la lettre de Netchaïeff, mais en même temps il a publié contre nous un article à la fois stupide et infâme écrit par un drôle qui s'appelle Borkheim, un petit juif, instrument de Marx. Remarque que tous ces ennemis, tous ces aboyeurs contre nous sont des juifs; Marx, Hess, Borkheim, Liebknecht, Jacoby, Weiss, Kohn, Outine et beaucoup d'autres sont des juifs. Tous appartiennent à cette nationalité (**) remuante, intrigante, exploitrice et bourgeoise, par tradition et par instinct. Marx, le plus distingué parmi eux, possède une grande intelligence. Mais il faut avouer en même temps que c'est un fort mauvais coucheur, un caractère détestable, vaniteux, irascible, jaloux, susceptible, sournois, perfide et capable de grandes violences et intrigant au possible (***), comme le sont d'ailleurs tous les juifs. J'ai commencé une série de lettres en réponse à tous ces aboyeurs juifs et allemands. Je veux en finir avec eux. La première lettre, déjà terminée, se traduit en allemand et sera envoyée au "Volkstaat", journal de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, rédigé par Liebknecht, Après quoi, je la ferai paraître en français dans "la Marseillaise" et dans "le Progrès", du Locle. Attire, je te prie, sur ces lettres l'attention des amis».*

Et plus loin il revient à la question de l'organisation révolutionnaire anarchique qui lui tenait si fort à cœur.

(*) En ce temps, les seuls adeptes de la religion israélite visibles, et donc connus, étaient des bourgeois, voire des banquiers, telle la famille Rotschild. Le prolétariat du «yiddishland» balte, polonais, biélorusse, ukrainien..., bien qu'ignoré, était exploité et opprimé tant par la bourgeoisie et les rabbins israélites, que les bourgeoisies (et les États) russes, allemands et autrichiens. N'oublions pas que la création des ghettos releva d'abord des Églises catholiques et orthodoxes, et plus si affinité...

Si ce fait, - l'ignorance sociale, - explique l'utilisation du terme «juif» pour désigner une partie de la bourgeoisie internationale connue, cette interprétation sociale communément développée jusqu'à la première Guerre-mondiale dans tous les milieux sociaux ne justifie pas l'antisémitisme qui se développa dans les organisations social-démocrates dès le 19^{ème} siècle, et avec l'ampleur que l'on sait dans l'«Internationale communiste» dès le début... Aucun État, aucune bourgeoisie ancienne ou moderne n'échappa à l'antisémitisme. L'absence d'israélites n'empêcha pas de trouver des boucs-émissaires dans d'autres situations: voire l'attitude des maoïstes chinois et des maoïstes birmans vis-à-vis de certaines «minorités» religieuses qualifiées d'«étrangères», et ostracisées. (Note A.M.).

(**) L'énumération de ces patronymes serait bien évidemment qualifiable d'«antisémite» aujourd'hui. Ce terme n'était pas encore commun à cette époque.

Le terme «nationalité» relève non de l'Allemagne impériale, mais de la Russie tsariste: ainsi y était désigné les «non-Russes»; les «israélites» étant dans leur très grande majorité d'expression «yiddish», dialecte d'ascendance germanique, étaient en outre qualifiés de «nationalité sans territoire définie». Leur «déportation volontaire» dans l'extrême-orientale «région autonome juive», voulue par Lénine et créée par Staline, fut un échec. L'invasion du territoire de l'U.R.S.S. correspondant à l'ancien «yiddishland» russe impérial par les armées allemandes suppléa l'œuvre communiste inachevable d'extermination de tous les «indésirables d'État». Les maoïstes et post-maoïstes asiatiques s'en sortent mieux aujourd'hui!!! (Note A.M.).

(***) Malheureusement pour l'argumentation de Bakounine, les parents de Karl Marx avait abandonné la confession israélite pour la religion du Kaiser, nécessité de classe (bourgeoise) obligeant. Il n'était donc plus «juif», mais «luthérien». Certes, comme le dira plus tard Camillo BERNERI était-il un «juif antisémite», c'est-à-dire un ancien juif exprimant sa détestation-d'État de ses anciens coreligionnaires. Il y a une différence entre la détestation des religions, et celle des croyants, c'est à dire entre la liberté, ... et l'oppression. (Note A.M.).

«Tu me dis toujours: “Nous sommes d'accord sur les points principaux”. Hélas! mon ami, je crains beaucoup que nous ne soyons en désaccord parfait sur ces points. D'après tes dernières lettres et les dernières nouvelles que j'ai reçues de toi, je dois penser que tu restes plus que jamais le partisan de la centralisation de l'État révolutionnaire; tandis que j'en suis plus que jamais l'adversaire, et ne vois de salut que dans l'anarchie révolutionnaire dirigée sur tous les points par une force collective invisible, la seule dictature que j'admets, parce que seule elle est compatible avec la franchise et la pleine énergie du mouvement révolutionnaire.

Ton plan révolutionnaire se résume en ces mots: “Aussitôt que la révolution éclate à Paris, Paris organise provisoirement la commune révolutionnaire. Lyon, Marseille, Rouen et autres grandes villes se soulèvent simultanément et envoient à Paris leurs délégués révolutionnaires qui forment ensemble une sorte de Convention nationale ou de comité de Salut public pour toute la France. Ce comité décrète la révolution, décrète l'abolition du vieil État, la liquidation sociale, la propriété collective, organise l'État révolutionnaire avec une force suffisante pour réprimer la réaction intérieure et extérieure”. - N'est-ce pas là ton idée?

Notre idée, notre plan est tout opposé. D'abord, il n'est pas du tout prouvé que le mouvement révolutionnaire doive absolument commencer à Paris. Il n'est pas impossible du tout qu'il commence en province. Mais supposons que, conformément à la tradition, ce soit Paris qui commence. Paris, selon notre conviction, n'a qu'une initiative toute négative, c'est-à-dire franchement révolutionnaire à prendre, celle de la destruction et de la liquidation, non celle de l'organisation.

Si Paris se soulève et triomphe, il aura le droit et le devoir de proclamer la liquidation complète de l'État politique, juridique, financier et administratif, la banqueroute publique et privée, la démolition de toutes les fonctions, de tous les services, de toutes les forces de l'État, l'incendie ou feu de joie de tous les papiers et actes publics ou privés, afin que les travailleurs réunis en associations et qui auront fait main basse sur tous les instruments de travail, capitaux de toute sorte et bâtiments, restent armés et organisés par rues et par quartiers. Ils formeront la fédération révolutionnaire de tous les quartiers, la commune directrice. Et cette commune aura le devoir de déclarer qu'elle ne s'arroge pas le droit de gouverner et d'organiser la France, mais qu'elle appelle le peuple de toutes les communes, soit de la France, soit de ce qu'on nommait jusqu'à cette heure l'étranger, à suivre son exemple, à faire chacune chez soi une révolution aussi radicale, aussi destructive pour l'État, pour le droit juridique et pour la propriété privilégiée. Elle invitera ces communes, françaises ou étrangères, après avoir fait cette révolution, à venir se fédéraliser avec elle, soit à Paris, soit sur tel autre point qu'on voudra, où elles enverront leurs délégués pour faire une organisation commune des services et des rapports de production et d'échange, organisation nécessaire pour établir la charte de l'égalité, base de toute liberté, charte absolument négative par son caractère, précisant beaucoup plus ce qui doit être aboli à présent que les formes positives de la vie locale, qui ne peuvent être créées que par la pratique vivante de chaque localité. On organisera en même temps une défense commune contre les ennemis de la Révolution aussi bien que la propagande active de la révolution et la solidarité pratique révolutionnaire, avec les amis de tous les pays contre les ennemis de tous les pays.

En un mot, la révolution doit être et doit rester partout indépendante du point central, qui doit en être l'expression, le produit, et non la source, la direction et la cause.

Il faut que l'anarchie, le réveil de la vie spontanée, de toutes les passions locales sur tous les points, soient aussi grands que possible, pour que la révolution soit et reste vivante, réelle, puissante. Les révolutionnaires politiques, les partisans de la dictature ostensible, une fois la révolution ayant obtenu un premier triomphe, recommandent l'apaisement des passions, l'ordre, la confiance et la soumission aux nouveaux pouvoirs établis. De cette manière, ils reconstituent l'État. Nous, au contraire, nous devons fomenter, éveiller, déchaîner toutes les passions, nous devons produire l'anarchie, et, pilotes invisibles au milieu de la tempête prolétaire, nous devons la diriger, non par un pouvoir ostensible, mais par la dictature collective de tous les alliés. Dictature sans écharpe, sans titre, sans droit officiel, et d'autant plus puissante qu'elle n'aura aucune des apparences du pouvoir. Voilà la seule dictature que j'admets. Mais pour qu'elle puisse agir, il faut qu'elle existe et, pour cela, il faut la préparer et l'organiser d'avance; car elle ne se fera pas toute seule, ni par des discussions, ni par des expositions et débats de principes, ni par des assemblées populaires.

Peu “d'alliés”, mais bons, mais énergiques, mais discrets, mais fidèles, mais surtout libres de vanité et d'ambition personnelle, des hommes forts, assez sérieux, ayant le cœur et l'esprit assez haut placés pour préférer la réalité de la force à ses apparences vaniteuses. Si vous formez cette dictature collective et invisible, vous triompherez; la révolution bien dirigée triomphera. Sinon, non! Si vous vous amusez à jouer aux comités de Salut public et à la dictature officielle, ostensible, vous serez dévorés par la réaction que vous aurez créée vous-mêmes.

Cher ami, j'admire beaucoup les instincts généreux et l'intelligence si ouverte des ouvriers français, mais je crains beaucoup leur tendance à l'effet, aux grandes scènes dramatiques, héroïques et bourgeoises.

Beaucoup de nos amis, parmi lesquels je te range, se préparent à jouer un grand rôle dans la prochaine révolution, celui d'hommes d'État de la révolution. Ils se promettent de devenir les Danton, les Robespierre, les Saint-Just du socialisme révolutionnaire, et ils préparent déjà les beaux discours et les coups d'éclat qui

doivent étonner le monde. Ils se feront naturellement des masses populaires un marchepied, un piédestal pour leur ambition démocratique, pour leur gloire. Ils feront, pour le salut de tous, du gouvernement, de la dictature, de l'État. Illusion ridicule et déplorable! Ils ne feront que de la vanité, et ne serviront que la réaction. Ils seront eux-mêmes la réaction.

Rappelle-toi bien ceci, mon ami et mon frère: le mouvement socialiste actuel, tout opposé en cela au mouvement politique qui ne tend qu'à la domination et à l'exaltation des individus, le mouvement de l'émancipation populaire ne comporte pas le triomphe et la dictature des individus. Si les individus triomphent, ce ne sera plus du socialisme, ce sera de la politique, ce sera l'affaire des bourgeois, et le mouvement socialiste sera perdu. S'il ne périt pas immédiatement, ce seront les individus ouvriers ambitieux et glorieux, les dictateurs en herbe qui feront un fiasco terrible.

Il n'y a plus qu'un seul pouvoir, une seule dictature dont l'organisation soit salutaire et possible, c'est cette dictature collective et invisible des alliés, au nom de notre principe, et cette dictature sera d'autant plus puissante, je le répète encore, qu'elle ne fera montre d'aucun pouvoir officiel ni d'aucun caractère ostensible. Mais pour la former, il faut des hommes réellement forts, élevés par leur intelligence et leur cœur au-dessus des ambitieux vulgaires, et qui soient assez sérieusement ambitieux pour ne vouloir que le triomphe de leur idée, non celui de leur personne, et pour préférer la puissance réelle aux apparences de la force, pour comprendre enfin que notre siècle est celui des forces collectives, non celui des forces individuelles, et que la collectivité broiera tous les individus qui voudront s'imposer à elle.

Ton intelligence est trop grande pour ne pas comprendre tout cela, mais ton cœur et ton caractère seront-ils à la hauteur de ton intelligence? Voilà la question. Qu'est-ce qui l'emportera en toi? L'amour de la justice et de l'égalité, ou le désir de te trouver dans une pose historique? Auras-tu la force de vaincre en toi-même ce charlatanisme italien, que tu considères comme un excellent moyen pour magnétiser les masses, cette manie de poser et cette soif de la gloire qui te tourmentent encore aujourd'hui?

Tu vois, je te parle avec le laisser-aller d'un ami et d'un frère, qui se croit en droit de tout dire, parce qu'il se sent dans le cœur un amour immense pour toi, et qui, tout en reconnaissant une grande dose d'individualisme en toi, compte sur ton intelligence et sur ton cœur, qui sont encore plus grands que tes défauts, qui, en un mot, a foi dans ton amitié. Si tu me la gardes après avoir lu cette lettre, je me féliciterai de te l'avoir écrite.

Encore un mot pour répondre à certaines idées fausses que tu te fais parfois de mon rôle éventuel. Tu as vraiment trop bonne opinion de moi, cher ami. Sois certain que je me connais bien et que je ne trouve en moi-même aucune des qualités ni même des défauts nécessaires pour constituer un héros, et d'ailleurs je ne me soucie pas le moins du monde de me faire un nom historique.

Sais-tu à quoi se réduit toute mon ambition? Elle est grande, mais elle ne vise ni à la gloire ni au bruit. Elle consiste tout entière dans le désir de vous aider à former celle force collective invisible, qui seule pourra sauver et diriger la révolution».

Troisième partie:

Une observation est nécessaire pour bien voir dans les profondeurs du mouvement socialiste. Blanqui a connu très peu d'ouvriers, Karl Marx pas beaucoup plus, et Bakounine n'a guère mieux exploré le monde des travailleurs. Pourtant, tous trois ont eu une grande action dans ces milieux. Mais ils l'ont eue beaucoup plus indirectement que directement; ils se sont servis pour cela d'intermédiaires, et ces intermédiaires étaient bien rarement de véritables ouvriers. Pour Blanqui, pour Karl Marx surtout, qui étaient des révolutionnaires politiques, l'extrême bout de la démocratie actuelle, voulant arriver à son tour et, comme ses prédécesseurs, se servir aussi à son profit de tout l'outillage politique, cela n'offrait pas un très grand inconvénient. Ils étaient quand même dans la tradition. Ils passaient, ils passent encore, pour ainsi dire fatalement, dans l'action politique à la suite du radicalisme, avec lequel, bon gré mal gré, ils conservent toujours des accointances. Il se trouve là une route battue vers laquelle ils ont naturellement accès. Mais Bakounine, qui ne voulait respecter aucune tradition, qui voulait un mouvement spontané, et qui, cependant, voyant beaucoup plus dans son imagination que dans la réalité les éléments de cette spontanéité, voulait les éveiller, les fomenter à l'aide de l'action, ou, comme il dit lui-même, de la dictature invisible des alliés, devait rencontrer et rencontra, en effet, beaucoup plus de difficultés. Ses amis, qui ne devaient point frayer avec les radicaux d'aucune nuance, ni conserver aucune illusion gouvernementale, se trouvaient fort dépaysés parmi des masses chez qui l'habitude d'être gouvernées est bien autrement forte que le besoin d'affirmer des droits dont elles n'ont qu'une idée confuse.

Les alliés n'avaient, pour agir sur le peuple, que leurs principes, qui paraissaient aussi étranges aux ouvriers qu'aux bourgeois, et leurs facultés personnelles, leurs qualités morales étaient une supériorité comme une autre, aussi antipathique qu'une autre à la démocratie.

Bakounine comptait sur l'instinct révolutionnaire du peuple. Or, il se trouva que l'instinct révolutionnaire du peuple est peu de chose. Bien des amis de Bakounine durent convenir plus tard que si le peuple n'est pas attiré, dominé par une force qui existe déjà sans lui et en dehors de lui, il se soucie assez peu des agitateurs les mieux intentionnés, et même, s'il les voit déployer uniquement dans les milieux ouvriers une grande puissance intellectuelle qui, par conséquent, ne peut appartenir qu'à lui, la première idée qui lui vient n'est pas d'en profiter et de se liguier avec elle, mais bien de la jalouser et de la suspecter. Son irritation contre cette supériorité désarmée se produit même beaucoup plus immédiatement et plus facilement que contre celle qui a des moyens de s'imposer.

Bakounine supposait que le peuple ne déteste que la dictature à panaches, à allures officielles, l'individualité qui recherche la lumière et le bruit. Certes, il la déteste, mais, comme elle excite en lui des craintes et des espérances, il louvoie avec elle, la combat d'une façon intermittente et finit toujours par s'en accommoder.

L'expérience prouva aux alliés que le peuple ne tolère point les dictatures invisibles, parce qu'il n'accepte jamais une supériorité intellectuelle, même très amie, très naturelle, très inoffensive, qui se prive de tout moyen extérieur de s'imposer.

Ce ne sont point les persécutions qui ont fait échouer l'Alliance, c'est le fait qu'elle ne pouvait être comprise et suivie que par des hommes d'élite sans ambition personnelle.

Ces hommes, précisément parce qu'ils étaient bons, dévoués, sincères, comme les voulait Bakounine, n'avaient aucune action sur les fameuses «*mauvaises passions*» qu'il fallait soulever. C'est contre eux, au contraire, qu'elles commençaient d'abord à se soulever, et quand les plus actifs d'entre eux eurent constaté que les mauvaises passions ne sont pas utilisables pour des réformateurs idéalistes, la grande action collective rêvée par Bakounine prit rang parmi les utopies abandonnées sur les nombreuses routes de traverse, où l'esprit humain s'est toujours égaré avant d'arriver à une synthèse.

C'est pourquoi, après 1871, les hommes de l'anarchie, moins nombreux, ayant perdu leurs principaux moyens d'action, leurs espérances les plus chères, finirent par s'aigrir, par perdre de vue les grandes lignes de l'idée, et, se rabattant sur de petits groupes irrités, excentriques, y donnèrent libre carrière à leurs rages déçues, et, comme pour trouver une compensation à leur impuissance et prendre une sorte de revanche, se persuadèrent qu'il ne leur restait d'autre moyen d'action que la propagande par le fait. Voilà la vraie cause des attentats anarchistes.

Quatrième partie:

L'année 1870 semblait devoir être décisive pour éclairer la marche et le développement de l'*Internationale* et déterminer son véritable caractère.

Avec ses nombreuses sections encore mal soudées entre elles, incohérentes, sans habitudes fixes, ses conseils de composition et de forme instables, et surtout la grande division qui s'annonçait entre l'école de Marx et celle de Bakounine, elle avait en elle bien des causes de faiblesse et bien des germes de mort, mais elle avait prodigieusement grandi, elle était partout, elle était une puissance.

L'Empire, inquiet, n'ayant plus aucun espoir d'attirer à lui le mouvement ouvrier, dont le développement subit l'avait surpris, commençait à entretenir des agents secrets dans les comités directeurs. On en eut la preuve à Lyon, quand fut publiée, après le 4 septembre, la liste des agents secrets de la police impériale trouvée à la Préfecture.

Les internationaux français, redoutant les divisions menaçantes, inquiets de l'attitude du gouvernement, et tous d'accord, même les Parisiens, pour ne pas laisser absorber l'agitation socialiste par l'agitation politique, convinrent de réunir à Lyon une grande assemblée populaire, où viendraient des délégués de toutes les sections françaises, afin d'établir une entente sérieuse sur la marche à suivre.

Nous voulions y faire venir Bakounine, mais il sentait que le terrain n'était pas encore assez préparé, que son programme intégral différerait trop encore des idées les plus avancées qu'on pût accepter en France.

Ce n'était pas, selon lui, du haut d'une tribune publique, devant des milliers d'auditeurs, trop imprégnés encore des idées et des habitudes chères aux républicains et aux démocrates d'État, qu'il pouvait lancer convenablement le formidable feu d'artifice de ses théories nouvelles. Il ne fallait pas exposer l'anarchie à un échec. Il remit son voyage à Lyon à plus tard et se borna à envoyer un manifeste.

Cette réunion eut lieu le 13 mars 1870. Paris y était représenté par Varlin, qui présida la réunion; Marseille envoya Bastelica et Pacini; Rouen délégua Aubry; Saint-Étienne, Dijon, Vienne, Aix, Elbeuf, la Ciotat étaient aussi représentés. Les sections des montagnes de la Suisse envoyèrent Schwitzguebel, membre de l'*Alliance*.

Je ne veux pas rapporter ici les discours prononcés à cette occasion. Je me bornerai à observer que Lyon, qui, à cette époque-là, était considéré par Malon comme la capitale du socialisme, devait préparer une action morale puissante sur toute l'*Internationale*. La force et l'autorité de la *Fédération lyonnaise* la rendaient seule apte à exercer cette action, qui devait au prochain Congrès s'imposer aux grands théoriciens aux prises et empêcher leurs divisions de produire de fâcheux résultats. Toutes les sections françaises auraient secondé Lyon. Malon, malgré ses relations avec les radicaux, était complètement d'accord avec nous sur ce point. Lyon et Marseille, agissant sur Paris, faisaient masse et, tout en protégeant l'*Alliance*, nous avions le pouvoir nécessaire pour faire placer au-dessus du programme de Marx, au-dessus de celui de Bakounine, la question supérieure de l'organisation de l'*Internationale* par la solidarité de tous, en reléguant au second plan les théories particulières.

Dans cet état d'esprit des socialistes lyonnais, le manifeste de Bakounine ne pouvait pas produire un très grand effet. En voici la teneur:

«Des circonstances indépendantes de ma volonté m'empêchent de venir prendre part à votre grande assemblée du 13 mars. Mais je ne voudrais pas la laisser passer sans exprimer à mes frères de France ma pensée et mes vœux.

Si je pouvais assister à cette importante réunion, voici ce que je dirais aux ouvriers français, avec toute la franchise barbare qui caractérise les démocrates socialistes russes: Travailleurs, ne comptez plus que sur vous-mêmes. Ne démoralisez pas et ne paralysez pas votre puissance ascendante par des alliances de dupes avec le radicalisme bourgeois. La bourgeoisie n'a plus rien à vous donner. Politiquement et moralement, elle est morte, et elle n'a conservé de toutes ses magnificences historiques qu'une seule puissance, celle d'une richesse fondée sur l'exploitation de votre travail. Jadis, elle fut grande, elle fut audacieuse, elle fut puissante de pensée et de volonté. Elle avait un monde à renverser, un monde nouveau à créer, le monde de la civilisation moderne. Elle a renversé le monde féodal par vos bras et elle a fondé son monde nouveau sur vos épaules; elle veut naturellement que vous ne cessiez jamais de servir de cariatides à ce monde. Elle en veut la conservation, et vous voulez, vous devez en vouloir le renversement et la destruction. Qu'y a-t-il de commun entre vous?

Pousserez-vous la naïveté jusqu'à croire que la bourgeoisie consentira jamais à se dépouiller volontairement de ce qui constitue sa prospérité, sa liberté et son existence même, comme classe économiquement séparée de la masse du prolétariat économiquement asservie? Sans doute non. Vous savez qu'aucune classe dominante n'a jamais fait justice contre elle-même, qu'il a toujours fallu se révolter. Cette fameuse nuit du "4 août", dont on fait trop d'honneur à la noblesse française, n'a-t-elle pas été la conséquence forcée du soulèvement général des paysans, qui brûlèrent les parchemins nobiliaires, et avec ces parchemins les châteaux?

Vous savez fort bien que plutôt que de vous concéder les conditions d'une sérieuse égalité économiques, les seules que vous puissiez accepter, les bourgeois se rejettent sans cesse sous la protection du mensonge parlementaire et au besoin sous celle d'une nouvelle dictature militaire.

Mais alors que pouvez-vous attendre du républicanisme bourgeois? Que gagnerez-vous à vous allier avec lui? Rien, et vous perdrez tout, car vous ne pourriez vous allier avec lui, sans abandonner la sainte cause, l'unique grande cause aujourd'hui, celle de l'émancipation intégrale du prolétariat. Il est temps que vous proclamiez une rupture complète. Votre salut est à ce prix.»

Après avoir dit aux ouvriers qu'ils peuvent toutefois accueillir parmi eux des bourgeois, à la condition que ceux-ci leur aient donné de bonnes garanties théoriques et pratiques de leurs convictions socialistes, et qu'ils aient rompu avec le monde bourgeois condamné à périr, Bakounine continue:

«Vous portez en vous aujourd'hui tous les éléments de la puissance qui doit renouveler le monde. Mais les éléments de la puissance ne sont pas encore la puissance; pour constituer une force réelle, ils doivent être organisés et pour que cette organisation soit conforme à la base et à son but, elle ne doit recevoir dans

son sein aucun élément étranger. Vous devez donc en tenir éloigné tout ce qui appartient à la civilisation, à l'organisation juridique, politique et sociale de la bourgeoisie. Lors même que la politique bourgeoise serait rouge comme le sang et brûlante comme le fer chaud, si elle n'accepte pas comme but immédiat et direct la destruction de la propriété juridique et de l'État politique, les deux forts sur lesquels s'appuie toute la domination bourgeoise, son triomphe ne pourrait être que fatal à la cause du prolétariat.

D'ailleurs, la bourgeoisie qui est arrivée au dernier degré d'impuissance intellectuelle et morale, est incapable de faire aujourd'hui une révolution par elle-même. Le peuple seul a la force de la faire. Que veut donc cette partie avancée de la classe bourgeoise représentée par les libéraux et par les démocrates exclusivement politiques? Elle veut s'emparer de la direction du mouvement populaire, pour le faire tourner encore une fois à son profit, ou, comme ils le disent eux-mêmes, pour sauver les bases de ce qu'ils appellent la civilisation, c'est-à-dire les fondements mêmes de la domination bourgeoise.

Les ouvriers voudront-ils encore une fois jouer le rôle de dupes? Non. Mais pour ne pas devenir dupes, que doivent-ils faire? S'abstenir de toute participation à la politique du radicalisme bourgeois et organiser en dehors de lui les forces du prolétariat.

La base de cette organisation est toute trouvée: ce sont les ateliers et la fédération des ateliers, la création des caisses de résistance, instruments de lutte contre la bourgeoisie, et leur fédération, non seulement nationale, mais internationale, la création des chambres du travail comme en Belgique. Et quand l'heure de la révolution aura sonné, vous proclamerez la liquidation de l'État et de la société bourgeoise, l'Anarchie, c'est-à-dire la vraie, la franche révolution populaire, l'Anarchie juridique et politique et la nouvelle organisation économique de bas en haut et de la circonférence aux centres.

Et, pour sauver la révolution, pour la conduire à bonne fin au milieu même de cette Anarchie, l'action d'une dictature collective de tous les révolutionnaires non revêtue d'un pouvoir officiel quelconque et d'autant plus efficace, l'action naturelle, libre, de tous les socialistes énergiques et sincères disséminés sur la surface du pays, de tous les pays, mais unis fortement par une pensée et par une volonté communes.

Tel est, chers amis, selon moi, le seul programme dont l'application hardie amènera non de nouvelles déceptions, mais le triomphe définitif du prolétariat».

Cinquième partie:

L'assemblée de Lyon fit du bruit. Le danger pour l'ordre social et pour le gouvernement impérial était désormais trop évident. Le plébiscite approchait. On prit de grandes mesures. Les membres des comités dirigeants de l'*Internationale*, par toute la France, furent arrêtés à la fin du mois de mars et dans les premiers jours d'avril.

A Lyon, nous étions une trentaine à la prison de Saint-Paul. On instruisait partout notre procès. C'est avec les pièces saisies au domicile des inculpés et d'autres documents de la préfecture du Rhône, qu'un jeune avocat bonapartiste de Lyon composa plus tard des ouvrages très agressifs contre l'*Internationale*. Il va sans dire que parmi ces derniers documents, il s'en trouvait qui laissaient un champ plus large à des insinuations louches sur le mobile de nos actes. Par exemple, les internationaux lyonnais n'avaient pas toujours eu la sagesse de se tenir rigoureusement à l'écart des pouvoirs officiels, sagesse que surent toujours avoir ceux de Paris. Une fois, dans les premiers temps de l'*Internationale* lyonnaise, quand y dominaient les politiciens radicaux, ils demandèrent au préfet son autorisation pour une assemblée générale de l'Association. Une autre fois, avant la formation de la *Fédération lyonnaise*, nous demandâmes aussi au préfet, M. Chevreau, qui, du reste, refusa, si on nous laisserait organiser des réunions et des conférences.

Pendant notre captivité s'ouvrit, le 4 avril 1870, à la Chaux-de-Fonds, le Congrès de la Suisse romande, dont parlait Bakounine dans une de ses lettres et où devaient être agitées les questions qui l'intéressaient le plus. Mais la discussion n'alla point jusque-là. Elle porta presque uniquement sur l'admission de l'*Alliance* comme section de la *Fédération romande de l'Internationale*, et sur la personnalité même de Bakounine. Celui-ci fut violemment attaqué par son compatriote, le juif Outine, et plus ou moins blâmé ou désavoué par des délégués de Genève. On observa que l'*Alliance* n'était pas une société ouvrière, qu'elle comprenait des comités occultes qui visaient à la dictature, qu'elle était une association créée à côté de l'*Internationale*, qu'elle cachait des ambitions suspectes. On ajouta que si le *Conseil général* de Londres, qui l'avait admise, après bien des hésitations, en juillet 1869, avait su que les sections genevoises refusaient de l'accepter, il aurait certainement suivi leur exemple. Quelqu'un même reprocha à l'*Alliance* d'être athée. L'*Alliance* eut aussi d'énergiques défenseurs. Au vote, vingt et un délégués se prononcèrent pour son admission et dix-huit contre.

Plus tard, les sections suisses ainsi divisées invoquèrent la médiation de De Paepe de Bruxelles, de Varlin de Paris et d'Aubry de Rouen, effectivement neutres dans le débat. De Paepe et Varlin, fort embarrassés, d'ailleurs liés avec Bakounine et avec nous, demandèrent du temps pour se renseigner mieux. Mais Aubry, plus isolé, moins au courant de nos visées révolutionnaires, et, voulant remplir consciencieusement son rôle de médiateur, publia une longue lettre dans son journal la *Réforme sociale*, le 8 mai 1870.

En substance, il donnait tort à l'*Alliance*, lui reprochant de vouloir l'abolition de l'héritage, qui lui paraissait impliquer celle de la famille et de vouloir substituer l'absolutisme de la collectivité à l'individualisme actuel. L'ancien proudhonien se réveillait en lui. Il trouvait également mauvaise la composition de l'*Alliance*: «*Qu'est-ce que l'Alliance? disait-il. Une société composée de journalistes, d'avocats, de publicistes, de professeurs, voire même de boyards proscrits*». Il soupçonnait aussi tout ce monde révolutionnaire des travailleurs intellectuels d'intentions dictatoriales, et leur conseillait, pour régulariser leur situation, de former des groupes de professeurs, de journalistes, etc... D'accord avec l'*Égalité* de Genève, tombée entre les mains des ennemis de Bakounine, il n'admettait pas qu'une section de l'*Internationale* pût être composée simplement d'hommes qui ne fussent reliés entre eux que par la communauté des idées. Il y voyait un danger. Il lui semblait que des catholiques pourraient de cette façon s'introduire aussi dans l'*Internationale* et la faire dévier de son but. Il ne voulait que des corporations ouvrières. Enfin, il trouvait que l'*Alliance* compromettait le socialisme, mais il manifestait toutefois sa sympathie pour les personnalités qui en faisaient partie, et terminait par les conseils habituels de conciliation et de concessions réciproques qui n'ont jamais eu raison d'aucune haine, d'aucune rivalité, d'aucun amour-propre.

En somme, l'*Alliance* et Bakounine préoccupaient toute l'*Internationale*, gagnaient du terrain, mais excitaient de nombreuses méfiances. Si l'*Alliance* n'avait pas été soutenue par les fondateurs des Fédérations lyonnaise et marseillaise qui jouissaient d'un grand crédit, il est certain qu'elle eut été rejetée de l'*Internationale* et réduite, comme elle le fut après 1871, à ses groupes espagnols, très résolu il est vrai, à une poignée de Suisses des montagnes, et à l'*Internationale* italienne extrêmement mal organisée.

Les membres du Conseil de la *Fédération lyonnaise*, ayant été mis en liberté provisoire après un emprisonnement d'un mois, voulurent organiser de nouvelles réunions, mais elles furent interdites par le gouvernement, comme le fut un projet de *Congrès national* français à Rouen Au commencement de juillet, les membres du *Conseil parisien* furent condamnés; sept à un an du prison et cent francs d'amende; vingt-sept à deux mois de prison et cinquante francs d'amende. Le développement normal de l'*Internationale* se trouvait enrayé, mais le courant, trop lancé pour être arrêté dans sa marche, allait chercher de nouvelles issues.

On fit à Lyon quelques réunions secrètes, où, les événements aidant, les éventualités les plus révolutionnaires furent envisagées. Mais dans la masse de la population, les idées politiques dominaient toujours: le socialisme n'avait pas de profondes racines, et toute sa propagande n'avait pas entamé les rangs serrés des républicains libéraux ou radicaux, ouvriers ou bourgeois. L'*Internationale* s'agitait, mais n'était pas la plus forte. Lors de la déclaration de guerre à la Prusse, la *Fédération lyonnaise* organisa une grande manifestation en faveur de la paix, à la suite de laquelle plusieurs membres du Conseil furent arrêtés de nouveau. Les choses se gâtaient tout à fait.

J'étais alors en Suisse, mais j'y restai fort peu de temps. Bastelica s'était réfugié à Barcelone, Gaspard Blanc, du *Conseil fédéral lyonnais*, et membre de l'*Alliance*, partit pour Genève, pour se mettre aussi à l'abri des poursuites; il y servit, après mon retour à Lyon, de trait d'union entre Bakounine, qui était alors à Locarno, et nous. C'est à lui que furent adressées les fameuses *Lettres à un Français*, publiées récemment avec *Dieu et l'État* sous ce titre où Bakounine n'est pour rien: *Lettres sur le Patriotisme*.

Sixième partie:

Les événements se précipitaient. Je reçus plusieurs lettres de Bakounine m'engageant vivement à tout préparer pour un mouvement révolutionnaire qu'il jugeait indispensable. Il en écrivit autant à Bastelica. Il déployait alors la plus grande activité, engageait tout le monde à se remuer, à se tenir prêt, à prévenir les républicains. Ses lettres se multipliaient. Il faisait venir Fanelli et d'autres républicains italiens à Locarno. Il comptait beaucoup sur les Italiens, qui lui présentaient la situation de leur pays comme tendue. Il excitait les Espagnols, dont l'organisation révolutionnaire avait fait de très grand progrès, à seconder le mouvement général qui s'annonçait. Mais la guerre, avec les rapides succès des Prussiens, le contrariait, car il craignait de ne pouvoir profiter du désarroi inévitable qui allait en résulter.

Une chose l'inquiétait aussi beaucoup: le manque d'argent. Il ne reculait pas devant les combinaisons les plus machiavéliques pour s'en procurer. Il avait par ses amis russes des relations indirectes avec des brigands bulgares, qui, paraît-il, voulaient bien parfois réserver un peu de leurs petits bénéfices pour les révolutionnaires. Il avait bénévolement espéré que du secours lui viendrait de ce côté-là.

Au fond, nul homme n'était plus délicat ni plus honnête; s'il justifiait les délits des autres, il était lui-même radicalement incapable d'un acte avilissant, et n'aurait pu que se sacrifier. Il refusa parfois des sommes assez fortes, qui lui étaient léguées en bonne forme par des proscrits russes morts en Suisse, pour ne pas profiter d'un argent qui, selon lui, appartenait à tous les révolutionnaires russes, et non à lui seul. Mais, pour l'argent des brigands, il n'avait pas de ces scrupules. Il avait une grande sympathie pour les brigands, *«parce qu'ils luttent à leurs risques et périls contre toutes les forces de la société, qui leur ferme toutes les issues, veut discipliner et exploiter à son gré leurs énergies individuelles, veut les dompter et les réduire à l'état de salariés, ignominie que tout homme de cœur a le droit et le devoir de repousser. A défaut des principes qui leur manquent, ils ont au moins l'instinct»*. C'était toujours à ses yeux la lutte du faible contre le fort, la révolte légitime de l'esclave contre son tyran.

Mais cet argent bulgare n'arrivait pas. Et pourtant il fallait agir. Dans une de ses lettres, datée du 4 septembre, après avoir dissipé nos illusions sur la situation réelle de l'armée française et les chances d'une révolution à Paris, *«énervé par des républicains que le socialisme effraie et absorbé par les soins de sa propre défense»*, il nous disait:

«Le peuple français ne doit plus compter sur aucun gouvernement, ni existant, ni même révolutionnaire. S'il a un cerveau, du cœur et de l'énergie, il ne comptera plus que sur lui-même. La machine gouvernementale, l'État est brisé. La France ne peut plus être sauvée que par un soulèvement immédiat, général, excentrique de toutes les populations des villes et des campagnes.

Le peuple doit se lever et s'organiser en dehors de toute tutelle et de toute direction officielle, gouvernementale, de bas en haut, en déclarant partout hardiment la déchéance de l'État avec toutes ses institutions et l'abolition de toutes les constitutions. Il ne doit laisser debout qu'une seule loi: celle du salut de la France contre les Prussiens à l'extérieur, contre les traîtres à l'intérieur. Appel à toutes les communes! Qu'elles s'organisent et qu'elles s'arment, en arrachant les armes à ceux qui les cachent et qui les détiennent maintenant.

Qu'elles envoient leurs délégués en un lieu quelconque en dehors de Paris, pour former le gouvernement provisoire, le gouvernement de fait du salut de la France. Il faut que les grands centres provinciaux, Lyon et Marseille, prennent cette initiative. Il faut que les ouvriers de ces villes aient le courage de prendre cette initiative, sans hésitation et sans retard. Il n'y a plus à tâtonner, la situation est assez claire, l'action s'impose. La bourgeoisie est ridicule, sans cerveau et sans conscience. L'administration est bonapartiste. Tout le salut de la France est donc dans les seuls ouvriers, dans le peuple des villes qui doit inviter à marcher avec lui le peuple des campagnes.

Reste à savoir si les ouvriers ont de l'énergie? Sont-ils des socialistes révolutionnaires ou bien seulement des socialistes doctrinaires? Sont-ils des hommes vivants ou des momies comme les bourgeois? Qu'ils osent donc, en rois de l'humanité et de la France! Leur responsabilité est immense, car les destinées de la France et du socialisme européen pèsent sur eux.

La situation est claire, je le répète. Si les ouvriers de Lyon et de Marseille ne se lèvent pas immédiatement, la France et le socialisme européen sont perdus. L'hésitation serait donc un crime. Je suis à votre disposition et j'attends votre réponse immédiate».

Les choses ne se présentaient ni à Lyon ni à Marseille sous un jour favorable aux projets de Bakounine. Les poursuites avaient désorganisé l'*Internationale*, en même temps que la guerre et la révolution du 4 Septembre faisaient surgir et prévaloir d'autres préoccupations. Le comité dit de Salut public, qui s'était installé à l'hôtel de ville de Lyon le matin du 4 septembre, ne comptait que cinq membres de l'*Internationale*, qui y étaient annihilés par une soixantaine de radicaux. Les socialistes avaient été devancés.

Presque tous les soirs, des réunions populaires avaient lieu dans la grande salle de la Rotonde, aux Brotteaux, mais, dans ces réunions dont l'*Internationale* avait pris l'initiative, on vit surgir de nouveaux éléments, dont jusque-là on avait à peine soupçonné l'existence.

C'étaient surtout de vieux républicains, qui en étaient encore à l'admiration exclusive des Montagnards de 93 et que la peur ou la prudence avaient tenus sous l'Empire à l'écart de toute agitation. Quelques-uns étaient vaguement teintés de communisme cabétien ou d'égalité babouviste. Il y avait là des philosophes de bonne volonté, ayant couvé pendant de longues années, dans l'isolement des quartiers excentriques et

dans le cercle étroit où le tisseur lyonnais est condamné à se mouvoir, des systèmes sociaux qui remédient à tout, ou tout au moins des pensées profondes, auxquelles il ne manquait que les coups de clairon de la publicité.

Aucun de ces hommes qui semblaient, comme des hérétiques traqués naguère, sortis d'un souterrain, n'avait la moindre idée d'une démocratie même ouvrière, visant à autre chose qu'à agir sur le gouvernement ou à s'en emparer. Ils nous paraissaient des fossiles: nous leur semblions des phénomènes. Le futur préfet de police Andrieux venait volontiers se faire entendre dans ce milieu et son public s'y mêlait au nôtre. Le blanquiste Jaclard, qui alors était lié avec nous et avec Bakounine, se trouvait à Lyon à ce moment, et faisait aussi sa partie dans le discordant concert.

L'idée socialiste dominait pourtant le milieu, mais à la condition d'admettre des amalgames, des étrangetés, des incohérences, dont la fusion pouvait n'être pas sans pittoresque, mais était certainement dépourvue de sérieux. Dans une de ces réunions, Jaclard proposa à la démocratie lyonnaise d'envoyer des délégués à Paris, auprès du gouvernement de la *Défense nationale*, avec la pensée que cette initiative serait une indication pour tous les centres démocratiques, qui, au lieu d'attendre comme toujours des ordres de Paris, y enverraient au contraire leurs représentants, afin d'établir, de concert avec les élus de la révolution à Paris, le gouvernement de la France. Cette proposition fut acceptée. Un milieu aussi hétérogène ne pouvait qu'envoyer des noms singuliers, qui juraient de se trouver ensemble; on les choisit surtout ailleurs qu'à Lyon. On ajouta pourtant à la liste trois hommes qu'on avait sous la main, Andrieux, Jaclard et moi.

C'était trop de conciliation, c'était du gâchis. Ces trois délégués partirent pour Paris, où ils virent très inutilement Gambetta, qui se trouva fort embarrassé d'eux et leur dit en substance que les initiatives de ce genre, en présence de l'invasion qui était aux portes de Paris, n'étaient pas de circonstance. Jaclard resta à Paris, et ses deux collègues repartirent immédiatement pour Lyon, avec des pensées sur la diversité desquelles il est inutile d'insister.

A Lyon, le socialisme n'était en faveur que dans les réunions publiques. Les républicains un peu en vue s'étaient tous introduits dans quelque abri, sous les vastes et hospitalières travées de l'architecture officielle. De là, ils présidaient à la défense de la France, et s'efforçaient de faire croire à la démocratie qu'elle avait encore le caractère et l'énergie des hommes de 92; et on cherchait à les imiter, sans pouvoir créer un véritable élan. On avait du patriotisme, mais sans idée, sans âme, avec une cohue de petites ambitions personnelles, et pas le moindre esprit de sacrifice.

Septième partie:

Sur ces entrefaites, Bakounine arriva à Lyon, le 18 septembre. Il se plaignit amèrement que nous nous fussions laissé aller à frayer avec tant de gens qui n'avaient rien de commun avec nous, et parmi lesquels il voyait un grand nombre de bourgeois. Ces bourgeois, pour la plupart hommes de bonne volonté, que nous tous, socialistes lyonnais, trouvions aussi sincères et aussi utiles que des ouvriers, étaient son cauchemar. Je ne sais ce qui serait résulté des réunions populaires de la Rotonde, ni si à la longue quelque chose de concret se serait dégagé du fouillis; mais le vent était certainement à une sorte de tolérance réciproque et expectante: une atmosphère de débonnairété confuse y enveloppait les théories, les projets et les rivalités. Bakounine y mit bon ordre.

Nous essayâmes de lui faire comprendre que la révolution politique et la guerre nous avaient pris en plein travail de croissance et que nous n'avions pas eu le temps de pousser des racines assez profondes; que, d'ailleurs, s'il était jusqu'à un certain point permis d'espérer que les ouvriers pourraient à un moment donné se rallier à nous en masse, ce moment, malgré tout, n'était pas encore venu. Nous tentâmes aussi de lui expliquer ce qu'est, en réalité, le paysan français, un homme qui possède, qui épargne, qui est individualiste jusque dans les moelles, et qui a une peur instinctive de toutes les révolutions. Il se récria et s'efforça de nous démontrer que le joug de la centralisation et le fardeau des autorités de toute sorte avaient créé un aspect factice des choses, dont nous étions dupes.

«L'ouvrier a beau souffrir, l'habitude l'avachit, il se laisse rouler sur la pente, l'effort lui pèse, l'inconnu lui fait peur comme à un vulgaire bourgeois, et il se résout à ne pas dire toutes ses colères, toutes ses rancunes; le paysan, plus rusé, les cache encore davantage et se résigne encore mieux. Mais tout cela n'est qu'une surface trompeuse. Sachez faire appel à toutes ces passions, contenues uniquement par les gendarmes, la loi, l'armée, la lâcheté; frappez les premiers coups, donnez l'exemple; ayez non seulement

l'audace, mais la haine tenace qui ne désarme jamais, et vous verrez jaillir la révolution aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Ils ne sont qu'une minorité, qui a l'adresse de faire admirer et imiter son bruit et son éclat par de prétentieuses grenouilles, ceux qui sont à peu près satisfaits de l'ordre social actuel».

Quant au patriotisme, qui saignait alors, non seulement il le respecta scrupuleusement, mais il en fit le moteur principal du mouvement qu'il voulait fomenter. Et ce n'était pas de la diplomatie de sa part. Peut-être croyait-il être habile, mais il était surtout sincère. Ce russe, cet anarchiste, cet ennemi des patries, qui d'ailleurs aimait la sienne, comme il était facile de s'en apercevoir, connaissait bien l'histoire de la France, l'histoire de l'esprit français, le génie de la Révolution française. Il aimait la France et, bien plus, il épousait les haines de la France et souffrait de son abaissement. Aussi, quand il eut un peu sondé le milieu, n'eut-il pas de peine à se mettre d'accord avec des groupes de vieux républicains radicaux, qui, sans comprendre le socialisme, s'y laissaient pourtant attirer volontiers, comme par une affinité de flair révolutionnaire dont on était obligé de se contenter.

L'*Internationale* était partout à Lyon: mais, depuis les poursuites, elle était encore une fois à reconstituer tout entière. Bakounine, infatigable, réveilla et rassembla toutes ces ardeurs. Il déploya la plus grande activité. On fit réunions sur réunions, les unes publiques, les autres privées, et on fonda le *Comité central du Salut de la France*, qui devait établir, partout où la chose serait possible, des sous-comités. L'organisation prenant corps, les idées s'affirmant, des tendances plus claires et plus exclusives apparurent, et les éléments suspects au socialisme ne tardèrent pas à se retirer. Parmi ceux-là, se trouvait par exemple le tisseur Brialou, qui fut depuis député du Rhône. Dès les premières discussions qu'il eut avec Bakounine, ils se trouvèrent aux antipodes l'un de l'autre. Brialou avait la grosse habileté que les hommes intelligents quoique peu instruits acquièrent facilement, dans un milieu où domine l'esprit commercial; il aimait à se garder des issues du côté des modérés, tout en flattant quelque peu les révolutionnaires, sans trop se compromettre ni avec les uns ni avec les autres. Mis brutalement au pied du mur par Bakounine, il évita de se prononcer, se mit à rire, s'échappa de sa situation difficile par des plaisanteries, et ne revint plus parmi nous.

Andrieux voulut aussi faire connaissance avec Bakounine. Ils se parlèrent un soir à la *Rotonde*, et ce fut un spectacle fort singulier, que le masque fin et froidement courtois, l'œil plein de réserves et la tenue correcte de l'avocat lyonnais, en face du Slave à la physionomie ouverte et résolue, à l'œil ardent, dédaigneux des élégances et des malices. Ils étaient aussi embarrassés l'un que l'autre de leur rencontre et comprirent de suite qu'ils étaient nés ennemis. Andrieux s'en alla et nous ne le revîmes plus.

Les réunions privées du *Comité du Salut de la France* avaient lieu à la Guillotière, dans l'atelier d'un ajusteur-mécanicien qui était un ami du plâtrier Saigne, un des chefs des radicaux révolutionnaires qui s'étaient ralliés à l'*Internationale*. Dans la journée, le point central de ralliement était la maison de Palix, un ouvrier tailleur, membre de l'*Alliance* et du *Conseil de la Fédération lyonnaise*. Bakounine y prenait ses repas. Palix était un caractère antique, très estimé de tout le monde, un ouvrier instruit et vertueux, comme les romanciers réalistes de notre époque n'en ont pas encore introduit dans leurs scènes de la vie ouvrière, peut-être parce qu'ils ont pensé qu'on les accuserait d'embellir le tableau. Nous étions tous très liés.

Malgré la rudesse et aussi les méfiances de sa fougue révolutionnaire, Bakounine était affectueux; il sacrifiait ses amis comme il se sacrifiait lui-même, mais il savait les aimer et les défendre au besoin. Cela n'empêchait pas qu'il n'éclatât parfois quelques orages entre nous. Une des causes de ces troubles intimes était la précipitation révolutionnaire de Bakounine, qui répétait sans cesse qu'il n'y avait plus rien à attendre, que la France était perdue, qu'elle ne se relèverait jamais si elle ne rejetait pas tout le vieil outillage officiel, dont les bourgeois ramassaient les morceaux brisés pour continuer une guerre d'impuissants voués à la défaite. Mais la principale cause était la grande théorie de Bakounine sur la nécessité de laisser se manifester et gronder librement toutes les passions, tous les appétits, toutes les colères du peuple soulevé, déchaîné, démuselé, qu'il fallait bien se garder de discipliner et d'emprisonner dans le réseau d'une doctrine ou d'une autorité quelconques.

Palix, homme du peuple, qui n'était jamais sorti du peuple et qui le connaissait mieux que Bakounine ou que n'importe quel théoricien, ne voyait pas d'un bon œil ce débordement possible des violences de la bête humaine. Il prévoyait toutes sortes de crimes et d'abominations, qui donneraient à la révolution des allures sinistres, voileraient la grandeur de l'idée sous la laideur des instincts, et soulèveraient contre elle tous ceux qui ont au cœur l'amour des grandes choses et dont la conscience a le sens du juste et du bien.

«On ne comprendra jamais, disait-il, que des hommes qui représentent l'idée de l'avenir aient le droit de la salir au contact de barbaries surannées que les civilisations les plus élémentaires cherchent à refréner».

Bakounine, que tous ces crimes possibles n'épouvantaient pas le moins du monde, disait: *«qu'il fallait avoir confiance dans le peuple, qu'il était juste qu'il prit sa revanche; qu'il avait été assez trompé, berné, exploité, pour avoir le droit de se venger n'importe comment; que ses excès avaient été provoqués par d'autres bien autrement coupables; que tous les régimes politiques, toutes les législations ont leur origine dans la violence, et n'ont eu recours à une moralité ultérieure que pour faire garantir à une minorité oppressive le fruit de ses rapines. Cette moralité, comme l'ordre qu'elle défend, est artificielle; la moralité vraie ne peut être que l'œuvre de tous les hommes égaux et libres; si, avant de l'établir, ils commettent des erreurs, des excès, c'est une fatalité par laquelle il faut passer; nul ne possède une justice ni une sagesse supérieures à l'ordre naturel des faits, qui puisse lui donner le droit de juger les autres hommes et de leur fixer leur ligne de conduite».*

On n'avait donc pas, selon lui, le choix des moyens: *«Si on veut être des révolutionnaires logiques, on doit avoir confiance dans le peuple et non dans les vieilles doctrines que veulent lui imposer ceux qui sont intéressés à empêcher la marche naturelle de l'humanité vers ses véritables destinées. Avec des systèmes fabriqués de toutes pièces par des réformateurs, sous la direction de nouveaux bienfaiteurs de l'humanité, les courants naturels seront encore contenus, endigués au profit d'une nouvelle aristocratie, d'un nouveau mensonge».*

Palix, au lieu de se rendre, finissait par s'irriter, car il était timide et nullement orateur. Mais il trouvait parfois le mot juste, et un jour il démontra à Bakounine que si le peuple n'a jamais rien fait par lui-même, c'est parce que, pris en masse, il en est radicalement incapable.

«S'il y a eu, dit-il, des législateurs et des bienfaiteurs de l'humanité, c'est parce qu'aucune autre voie de progrès ne s'est ouverte, et tous les régimes et toutes les constitutions, avec tous leurs défauts, avec tous les crimes qui se sont abrités sous leur égide, sont encore le seul moyen qu'on ait trouvé de se rapprocher d'un but idéal que tout le monde sent, mais dont personne ne peut indiquer la nature précise. Fatalement, nous sommes obligés de continuer comme on a commencé, en faisant mieux toujours. Car c'est bien l'humanité elle-même, avec les courants qui sont en elle, avec les tendances et les instincts qui lui sont inhérents, qui a pris la route suivie jusqu'ici, qui s'est livrée, faute de ne pouvoir mieux faire, à tous les despotismes, à toutes les superstitions, plutôt que de se développer anarchiquement.

Si l'anarchie avait été l'ordre des choses le plus naturel, comment à l'origine une autorité quelconque aurait-elle trouvé le moyen de s'imposer à des sauvages, en qui la civilisation n'avait pas encore domestiqué l'instinct? Puisque les hommes ne sont pas sortis de la sauvagerie par l'anarchie dans aucun pays, ni chez aucune race, c'est qu'il y a là une loi. C'est que l'autorité était bien, malgré toutes les fautes qu'elle était condamnée à commettre, le seul moyen dont l'humanité pouvait disposer pour s'élever graduellement des couches sociologiques inférieures aux diverses phases de civilisation qui se sont succédé dans l'histoire».

Deux Russes, que Bakounine avait amenés avec lui, Lenkiewicz et Osoroff, membres de l'*Alliance*, étaient fort étonnés de toute cette philosophie et de ces temporisations. L'un d'eux s'écria un jour en plein comité que les révolutionnaires français n'aboutiraient jamais à rien, tant qu'ils ne se résoudraient pas à employer l'incendie, le poison et le poignard, sans explications et sans débats. Il y eut un froid; c'était un peu trop kalmouk. Bakounine, qui s'en aperçut, morigéna son compatriote en russe. Il comprit qu'il fallait des tempéraments, au moins dans la forme et jusqu'à nouvel ordre, et chercha à excuser comme il put la rude sortie de son compatriote.

On voit que Bakounine rencontrait des obstacles.

Un autre obstacle, au début, c'était le *Comité révolutionnaire des radicaux*, qui se réunissait au palais Saint-Pierre. Dans ce milieu-là, il n'était pas du tout question de socialisme: personne n'y entendait rien. Mais Bakounine, qui s'y rendit quelquefois, y retrouva au moins *«l'instinct»*. Un soir, on s'y déchaîna contre Andrieux, qui, en sa qualité de procureur de la République, avait cru devoir remettre en liberté des fonctionnaires de l'Empire arrêtés après le 4 septembre et contre lesquels il n'avait relevé aucun délit. On lui permit à peine de s'expliquer; ce fut un long hurlement, une tempête. Bakounine pensa qu'il y avait là des éléments, et, par l'intermédiaire des radicaux qui faisaient partie du *Comité du Salut de la France*, il fit établir une entente, assez superficielle d'ailleurs, avec les radicaux du palais Saint-Pierre.

Bientôt, Cluseret, qui venait d'arriver à Lyon, prit part à cette entente. A vrai dire, il ne faisait partie d'aucun des deux comités. Il s'agissait d'une manière fort incohérente, attendait les événements pour se prononcer et n'avait confiance en rien. D'ailleurs, il avait, bien que membre de l'*Internationale*, d'excellentes relations avec des républicains ennemis de l'*Internationale*, tels que Barodet. Il donnait son assentiment d'une façon

très vague à tous les préparatifs révolutionnaires qui se faisaient, mais n'y contribuait en aucune façon. Il ne se souciait guère des idées de Bakounine, ne le vit que deux fois, ne discuta rien et ne s'engagea à rien. «*Tout cela est fort bien, disait-il, mais la question est de réussir. Réussirez-vous?*». Comme il s'en expliqua lui-même dans une réunion, à la Croix-Rousse, il ne demandait qu'à être nommé commandant de quelque force armée, pour prendre part à la lutte contre les Prussiens. Il voulait les inquiéter sur leurs flancs, couper leurs communications. Il croyait avoir un plan excellent pour mener à bien cette entreprise.

Le préfet du Rhône, M. Challemel-Lacour, ne comprenait rien à toute cette agitation; il s'étonnait qu'on n'eût pas une entière confiance dans la république. Il lui paraissait étrange qu'on put vouloir un autre genre de guerre que celle que la délégation du gouvernement à Tours essayait de diriger. Comme tous les républicains d'alors, il refusait de prendre au sérieux les aspirations socialistes, et ne voulait y voir que le bruissement confus des impatiences et des jalousies d'une démagogie ambitieuse.

Il était très peu connu à Lyon et sans influence. Si le mouvement avait été mieux enraciné dans les masses, il n'aurait pu y opposer aucune barrière.

Il est heureux pour le nouveau gouvernement que le mouvement révolutionnaire projeté ait éclaté prématurément. La crise générale de l'industrie avait réduit à la misère un grand nombre d'ouvriers. On avait établi des chantiers nationaux. Ils s'y trouvaient mal payés et s'agitaient. Bon nombre d'entre eux étaient des membres de l'*Internationale*, habitués des réunions révolutionnaires. Ils servirent à organiser l'agitation, qui venait ainsi apporter au *Comité du Salut de la France* un précieux secours. On jugea qu'il fallait profiter d'une occasion qui ne se retrouverait peut-être pas. Il fut convenu qu'une grande manifestation des ouvriers sans travail aurait lieu le 28 septembre.

Huitième partie:

On venait d'élire un *Conseil municipal*, qui prenait la place du *Comité de Salut public*.

Dans ce conseil, les radicaux étaient en majorité et la population lyonnaise, privée sous l'Empire de ses libertés municipales, était relativement satisfaite d'avoir pu finalement faire valoir ses droits. Si donc le mécontentement des ouvriers des chantiers nationaux était un important coefficient, la récente élection et l'état d'esprit de la plus grande partie de la population lyonnaise faisaient prédominer un courant d'opinion qui n'était nullement favorable au mouvement.

Bakounine ne voulut point voir les côtés fâcheux de son entreprise; l'opposition relative de quelques-uns d'entre nous fut incapable de l'arrêter. Il redoubla d'activité. Il fallait agir à tout prix, se jeter à corps perdu dans la lutte; il fallait surtout ne pas se réserver de portes de derrière; il insistait beaucoup sur ce dernier point. Des délégués de Marseille et de Saint-Étienne commençaient à arriver, pour prendre part au mouvement. Bastelica était là. Un autre délégué de Marseille, Combe, essaya, comme nous l'avions fait inutilement, de faire remettre à plus tard toute tentative de révolution, de démontrer qu'on n'était pas prêt, qu'on ne serait pas compris. Tout ce qu'il disait était parfaitement senti, et, d'autre part, il était impossible de mettre en doute son énergie révolutionnaire. Mais Bakounine trouvait chaque jour de nouveaux points d'appui, parmi les éléments divers qui affluaient au Comité.

Pour lui faire abandonner son projet, il aurait fallu le heurter de front, ce que personne ne voulait faire. Ce n'est pas qu'il résistât toujours quand on s'emportait contre lui. Il savait que lui-même était parfois provocant, et ne conservait point de rancune d'une irritation qu'il avait fait naître. Mais comme on lui donnait à peu près raison sur le fond, les arguments tirés des circonstances ne suffisaient point à des révolutionnaires qui étaient des novices, comparés à lui. D'ailleurs, la fièvre révolutionnaire emportait tout le monde de plus en plus. La délégation de Tours n'avait point de prestige. Crémieux, Glais-Bizoin et l'amiral Fourrichon ne paraissaient pas à la hauteur de la situation et n'inspiraient aucune confiance. Les progrès des Prussiens, l'humiliation de la France causaient une émotion qui croissait et qu'on pouvait considérer comme le prélude d'un formidable réveil. On était exaspéré. On n'admettait pas que la France pût être battue à ce point par des Prussiens. Il fallait que le bouillonnement de toutes ces rages refoulées et de toutes ces fiertés piétinées déterminassent une poussée héroïque, irrésistible. Il fallait mettre sur l'autel de la patrie tout le sang et tout l'or de la France, sans aucun souci des intérêts privés. On allait enfin parler à la France ce rude langage, elle comprendrait. Mieux valait entasser ruines sur ruines que d'accepter la défaite, pour se traîner ensuite inertes, découragés, impuissants dans la vieille ornière sociale sous le joug des bourgeois.

L'illusion triomphait et le vertige venait avec elle. Les plus réfractaires commençaient à entrevoir des possibilités de succès.

Le *Comité du Salut de la France* avait des intelligences dans le nouveau conseil municipal. Au commissariat central de police, il avait plus de la moitié du personnel. Un de ses membres, Parraton, y exerçait les fonctions de secrétaire. Les officiers de la garde nationale étaient généralement hostiles; quelques-uns pourtant avaient promis de seconder le mouvement.

Un d'eux, qui commandait un des forts de Lyon, s'était engagé à le livrer aux révolutionnaires avec les approvisionnements qui s'y trouvaient, mais seulement après que la bataille serait engagée, pour avoir l'air de céder à la force. Dans un autre de ces forts, le comité n'avait que quelques hommes bien disposés pour lui et il importait de s'en emparer dès le début de l'action. On agita cette grave question au comité, le soir du 27 septembre.

La recherche des moyens de s'emparer du fort en question n'aboutissant pas, quelqu'un lança à tout hasard l'idée d'y envoyer quelques membres du comité, qui s'arrangeraient, grâce aux intelligences qu'on avait dans la place, de manière à parler aux gardes nationaux du poste, à boire paisiblement quelques bouteilles avec eux, et en profiteraient pour leur verser un narcotique.

Cette idée saugrenue sourit à Bakounine. Mais le narcotique manquait. Il était minuit, les boutiques étaient fermées, l'agitation que tout le monde connaissait commençait à inspirer des craintes sérieuses et on était surveillé. Malgré cela, Bakounine voulait absolument que quelqu'un allât séance tenante chercher un narcotique. Cette proposition parut quelque peu funambulesque et n'eut aucun succès.

Le lendemain, 28 septembre, le *Comité du Salut de la France* fit afficher son programme dans tout Lyon. Il avait été rédigé par Bakounine; on y proclamait l'abolition de toute la machine politique et juridique de l'État, la non-intervention de tout pouvoir officiel dans les engagements, dettes, etc..., entre personnes privées, la déchéance de la délégation de Tours et du préfet.

Les ouvriers des chantiers réclamaient en outre la démission du conseil municipal. Saigne alla se mettre à leur tête et une masse de dix mille hommes, sans armes toutefois, arriva sur la place des Terreaux. Pour parer aux éventualités qui pourraient se produire dans la journée, plusieurs membres du comité allèrent ça et là préparer leurs hommes épars dans les divers bataillons de la garde nationale, et s'entendre avec les quelques officiers sympathiques au mouvement. En attendant, on battait le rappel, et les ouvriers se rendaient plutôt à leurs bataillons respectifs que vers les points très incertains où les révolutionnaires pouvaient se grouper, car, sauf le comité central, il n'y avait rien d'organisé.

Nul ne pouvait prévoir comment la journée se passerait, mais les membres même du comité, éparpillés dans le plus grand désordre, ne pouvaient rien attendre que du hasard.

Bakounine s'était dès le début introduit dans la salle des Pas-Perdus de l'Hôtel de Ville, où sa haute taille et sa carrure herculéenne émergeaient parmi les groupes animés. Les officiers de la garde nationale accouraient en foule et acclamaient le préfet Challemel-Lacour. Le maire de Lyon, M. Hénon, arrivant dans la salle des Pas-Perdus, et y apercevant Bakounine, appela à lui les officiers présents, qui commençaient à être plus nombreux que les révolutionnaires, et l'arrêta. Bakounine, ne voyant aucun moyen de résister, se laissa conduire au poste. Cet incident hâta le mouvement et le compromit tout à fait en amenant prématurément des faits révolutionnaires, avant qu'aucune mesure sérieuse put être prise.

Des ouvriers sortirent sur le perron de l'Hôtel de Ville et annoncèrent l'arrestation de Bakounine. L'énorme masse se précipita en avant. En un clin d'œil, l'Hôtel de Ville fut pris, les officiers de la garde nationale rejetés dans la cour qui donne sur la place de la Comédie, M. Challemel-Lacour arrêté et consigné dans son propre cabinet, ainsi que Ducarre, républicain influent, très hostile au socialisme, et plusieurs autres.

Presque en même temps, j'étais arrêté ainsi que Bastelica sur la place Saint-Pothin aux Brotteaux, par des officiers de la garde nationale, et aussitôt délivré par les hommes de leur bataillon, qui appartenaient presque tous à l'*Internationale*. Un nouveau groupe révolutionnaire se forma ainsi, qui se dirigea sur l'Hôtel de Ville et y pénétra par la place de la Comédie, juste au moment où l'on venait de délivrer Bakounine, qui se trouva ainsi au milieu de nous. Comme la cour était pleine d'officiers et de gardes nationaux dévoués à l'ordre, ceux-là mêmes qui avaient aidé à l'arrestation de Bakounine, d'autres encore qui depuis plusieurs heures s'étaient rendus à l'appel du commandant de la garde nationale Métrat, une collision pouvait se produire et mettre enfin le feu aux poudres.

C'était ce que voulait Bakounine. Il provoquait les gardes nationaux bourgeois en traversant leurs rangs qui s'ouvraient devant nous. Ils l'avaient dépouillé, disait-il, de son porte-monnaie en l'arrêtant, il les traitait de voleurs, de lâches. Personne ne broncha.

Le *Comité du Salut de la France* se trouva bientôt réuni en entier dans la salle des séances, où il essaya vainement de prendre des mesures pratiques.

Pendant ce temps-là, les bataillons de la garde nationale débouchaient de tous les côtés sur la place des Terreaux et obligeaient les manifestants à se retirer. Ils ne résistaient point, et bientôt il n'en resta plus. Le plâtrier Saigne et Bastelica faisaient du haut du balcon de l'Hôtel de Ville d'inutiles discours; leur public n'était plus là et les officiers les sifflaient. Saigne perdait la tête et ses amis radicaux ne faisaient pas meilleure contenance. Ils s'étaient constitués dès le matin à la tête du mouvement, s'étaient plu à parader, à haranguer. Maintenant ils priaient leurs collègues socialistes de se mettre en avant à leur tour. Ceux-ci pensèrent qu'il était trop tard, que la journée était perdue. Bakounine les trouva mous.

Comme les ouvriers des bataillons des Brotteaux et de la Guillotière s'étaient mis à applaudir un des membres du comité, un de leurs orateurs habituels, qui avait paru au balcon, il sembla à Bakounine qu'un moment d'échauffement pouvait être facilement produit, d'où la bataille attendue aurait enfin résulté. Les socialistes du comité, cette fois, ne voulurent point s'y prêter. Il leur semblait que désormais l'expérience était faite et que le peuple, ne profitant nulle part des circonstances favorables pour jeter au vent de la révolution toutes les colères attendues, restant au contraire très docilement embrigadé dans l'organisation à peine établie de la garde nationale conduite par les bourgeois, n'était pas mûr du tout pour la révolution sociale. Ils pensaient que ce serait une folle témérité que de pousser les choses plus loin.

La nuit venait, le conseil municipal entra dans la salle des séances: quelques-uns de ses membres prononcèrent des paroles de conciliation et les révolutionnaires se retirèrent sans être inquiétés. Les amis du comité se trouvaient encore assez nombreux et en armes dans la salle des Pas-Perdus et dans les cours de l'Hôtel-de-Ville; mais le moment psychologique était passé. On n'avait jamais eu de plan précis et la spontanéité révolutionnaire qu'attendait Bakounine, ne s'étant pas manifestée, n'en avait point fait surgir.

Les «*mauvaises passions*» ne s'étaient point déchaînées. La vérité est que personne, à Lyon, ne voulut prendre la terrible initiative d'un conflit sanglant.

Quant à Cluseret, il ne fit absolument rien; il ne parut qu'un moment au milieu du *Comité du Salut de la France*, siégeant dans la salle des séances. Ce fut pour prier les membres du comité de renoncer à toute révolution et de se soumettre aux pouvoirs réguliers, attendu que le maire, M. Hénon, venait de lui promettre de le faire nommer commandant en chef des volontaires du Midi.

Bakounine partit le lendemain pour Marseille, y resta quelques jours, y vit les groupes socialistes, mais ne jugea pas à propos d'y faire une nouvelle tentative et, malgré la surveillance dont il était l'objet, il put s'embarquer pour Gênes, grâce à Bastelica dont le père, capitaine de vaisseau, avait de nombreuses relations dans la marine marchande.

Les jours suivants, la plupart des membres du *Comité du Salut de la France* purent être arrêtés; ceux qui restèrent libres durent s'entourer de précautions pour ne pas tomber entre les mains de la police républicaine, et furent paralysés pour longtemps.

La grande action révolutionnaire, l'action par la foule ameutée, délirante, furibonde, échappait pour toujours à Bakounine. De ce jour-la, l'*Alliance* avait complètement échoué et ce qui en restait ne tarda pas à se désagréger.

La Commune de Paris ne fut pas pour Bakounine une nouvelle occasion de rentrer en ligne, parce qu'il n'avait que très peu de relations à Paris et que la Commune n'était qu'un pouvoir sorti de la tradition, ayant des formes et des tendances diamétralement opposées aux idées de Bakounine. Elle voulait être l'État, elle avait le cachet officiel, c'était une Montagne en raccourci, portée à légiférer, à décréter, nullement à fomenter l'anarchie, et n'ayant pas la moindre notion de l'abolition de toutes les constitutions politiques et juridiques.

Bakounine, dont le rêve tragique continuait pourtant, en fut réduit à prêcher son implacable doctrine, plus sèche maintenant, plus rude et plus violente que jamais, comme le cri d'un damné qui ne se résigne pas, à tout ce qu'il put rassembler des débris de l'*Alliance*, à quelques nouvelles recrues qui lui arrivèrent peu

à peu, surtout par ses amis du Jura bernois, et cette fois ce fut l'anarchie sans concessions à l'idéal trop éloigné, sans compromis avec d'autres écoles, sans tempéraments d'aucune espèce, qui se répandit en Europe et y promena la propagande individuelle par le fait.

Les derniers liens qui unissaient les anarchistes aux socialistes ne tardèrent pas à disparaître, l'influence de Karl Marx domina dans tout ce qui restait de l'*Internationale*.

L'*Internationale* elle-même ne tarda pas à se dissoudre, en même temps que le parti socialiste se réorganisait dans chaque pays sur de nouvelles bases, et s'efforçait de donner au nouveau mouvement un caractère plus positiviste, plus strictement ouvrier. Les anarchistes furent repoussés de tous côtés, et leur isolement leur permit précisément de tirer tout de suite sans opposition possible toutes les conséquences de leurs principes, ou du moins tout ce qu'ils crurent pouvoir considérer comme de telles conséquences. Ayant rompu avec toutes les traditions, n'ayant plus d'action sur les autres courants révolutionnaires, ils en conclurent qu'ils n'avaient plus de ménagements [à] garder, et virent même là une sorte de logique des choses qui les obligeait à se rapprocher de tous ceux que la société, selon eux menteuse et injuste, condamne, et à utiliser toute révolte contre elle, toute dérogation à ses lois quelle qu'elle fût.

On sait que cette fois Bakounine trouva des disciples trop convaincus, qui passèrent énergiquement de la théorie à la pratique, et vinrent se jeter aveuglément les uns après les autres, sans avoir rien calculé, rien préparé, sur la société étonnée, qui les a facilement broyés.

Nous n'avons ici qu'à montrer l'enchaînement des faits qui, depuis l'entrée de Bakounine dans l'*Internationale*, ont finalement conduit l'esprit bakouninien à cette dernière étape.

Cette époque de la vie de Bakounine fut la phase critique et le suprême effort de cette nature puissante. Les quelques années qui lui restaient à vivre après sa défaite à Lyon ne furent plus que les dernières convulsions de son énergie qui se raidissait contre les déceptions, une descente avec des soubresauts en arrière vers la mort qui le guettait.

Cette grande conscience qui niait la conscience, cet homme de foi qui niait la foi, cet idéaliste raffiné qui attendait le triomphe de son idée du déchaînement des matérialités obscures, cet homme de sacrifice qui faisait appel aux mauvais instincts est assurément un des phénomènes intellectuels les plus curieux de notre époque.

Albert RICHARD.
